

Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES en anglais)

Communiqué de presse

Sous embargo strict - La version prononcée fait foi

Lundi 6 mai 2019

13 heures (Heure de Paris - HAEC) / 7 heures (États-Unis, HAE) / midi (Londres-heure d'été)
(pour les autres fuseaux horaires, veuillez cliquer ici : <http://bit.ly/2GWDJ3X>)

- Résumé à l'intention des décideurs, photos, vidéos et autres ressources médiatiques : <http://bit.ly/IPBESReport>
- Le lancement dans les médias par webdiffusion en direct depuis # IPBES7 (Paris, France) : bit.ly/IPBESWebcast commencera à 13 heures. (Heure de Paris - HAEC / 7 heures (États-Unis, HAE) / midi (Londres - Heure d'été))
- Pour les interviews : media@ipbes.net **En français** +33 6 25 20 02 81 ou en anglais + 1-416-878-8712 ou + 1-415-290-5516 ou + 49-176-2538-2223. Après le 7 mai : +49-152-3830-0667

Le dangereux déclin de la nature : Un taux d'extinction des espèces « sans précédent » et qui s'accélère

***La réponse mondiale actuelle est insuffisante ;
Des « changements transformateurs » sont nécessaires pour restaurer et
protéger la nature***

Les intérêts particuliers doivent être dépassés pour le bien de tous

***C'est l'évaluation la plus exhaustive de ce type ;
1.000.000 espèces menacées d'extinction***

« La nature décline globalement à un rythme sans précédent dans l'histoire humaine - et le taux d'extinction des espèces s'accélère, provoquant dès à présent des effets graves sur les populations humaines du monde entier », alerte le nouveau et historique rapport de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), dont le résumé a été approuvé lors de la 7ème session plénière de l'IPBES, qui s'est réunie la semaine dernière (du 29 Avril au 4 mai) à Paris.

« Les preuves accablantes contenues dans l'évaluation globale publiée par l'IPBES et obtenues à partir d'un large éventail de domaines de connaissance, présentent un panorama inquiétant », a déclaré le président de l'IPBES, Sir Robert Watson. « La santé des écosystèmes dont nous dépendons, ainsi que toutes les autres espèces, se dégrade plus vite que jamais. Nous sommes en train d'éroder les fondements mêmes de nos économies, nos moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, la santé et la qualité de vie dans le monde entier ».

« Le rapport nous dit aussi qu'il n'est pas trop tard pour agir, mais seulement si nous commençons à le faire maintenant à tous les niveaux, du local au mondial », a-t-il ajouté « Grâce au « changement transformateur », la nature peut encore être conservée, restaurée et utilisée de manière durable - ce qui est également essentiel pour répondre à la plupart des autres objectifs mondiaux. Par « changement transformateur », on entend un changement fondamental à l'échelle d'un système, qui prend en considération les facteurs technologiques, économiques et sociaux, y compris en termes de paradigmes, objectifs et valeurs.

Les États membres de la plénière de l'IPBES ont reconnu que, par sa nature même, un changement transformateur peut susciter une opposition de la part de ceux qui ont des intérêts attachés au statu quo, mais également que cette opposition peut être surmontée pour le bien de tous.

Le rapport d'évaluation mondiale sur la biodiversité et les services écosystémiques est le document le plus exhaustif réalisé à ce jour. Il s'agit du premier rapport intergouvernemental de ce type. Il s'appuie sur l'évaluation historique des écosystèmes pour le millénaire (Millennium Ecosystem Assessment) de 2005 et introduit de nouveaux moyens pour d'évaluation des preuves.

Élaboré par 145 experts issus de 50 pays au cours des trois dernières années, avec des contributions additionnelles apportées par 310 autres experts, le rapport évalue les changements au cours des cinq dernières décennies et fournit un aperçu complet de la relation entre les trajectoires de développement économique et leurs impacts sur la nature. Le document propose également un éventail de scénarios possibles pour les décennies à venir.

Basé sur une revue systématique d'environ 15 000 références scientifiques et sources gouvernementales, le rapport s'appuie aussi (et pour la première fois à une telle échelle) sur les savoirs autochtones et locaux, et aborde en particulier les questions concernant les peuples autochtones et les communautés locales.

« Les contributions apportées par la biodiversité et la nature aux populations sont notre patrimoine commun et forment le plus important 'filet de sécurité' pour la survie de l'humanité. Mais ce filet de sécurité a été étiré jusqu'à son point de rupture », a déclaré la professeure Sandra Díaz (Argentine), qui a co-présidé l'évaluation avec les professeurs Josef Settele (Allemagne) et Eduardo S. Brondízio (Brésil et États-Unis). « La diversité au sein des espèces, entre les espèces et celles des écosystèmes, ainsi que de nombreuses contributions fondamentales qui proviennent de la nature se dégradent rapidement, même si nous avons encore les moyens d'assurer un avenir durable aux êtres humains et à la planète.»

Le rapport estime qu'environ 1 million d'espèces animales et végétales sont aujourd'hui menacées d'extinction, notamment au cours des prochaines décennies, ce qui n'a jamais eu lieu auparavant dans l'histoire de l'humanité.

Depuis 1900, l'abondance moyenne des espèces locales dans la plupart des grands habitats terrestres a diminué d'au moins 20 % en moyenne. Plus de 40 % des espèces d'amphibiens, près de 33 % des récifs coralliens et plus d'un tiers de tous les mammifères marins sont menacés. La situation est moins claire pour les espèces d'insectes, mais les données disponibles conduisent à une estimation provisoire de 10 % d'espèces menacées. Au moins 680 espèces de vertébrés ont disparu depuis le 16^{ème} siècle et plus de 9 % de toutes les races domestiquées de mammifères utilisées pour l'alimentation et l'agriculture avaient disparu en 2016, et 1 000 races de plus sont menacées.

« Les écosystèmes, les espèces, les populations sauvages, les variétés locales de plantes et les races locales d'animaux domestiques diminuent, se réduisent ou disparaissent. Le tissu vivant de la Terre, essentiel et interconnecté, se réduit et s'effiloche de plus en plus », a déclaré le professeur Settele. « Cette perte est la conséquence directe de l'activité

humaine et constitue une menace directe pour le bien-être de l'humanité dans toutes les régions du monde. »

Pour accroître la pertinence politique du rapport, les auteurs de l'évaluation ont classé, pour la première fois à une telle échelle et sur la base d'une analyse approfondie des données disponibles, les cinq facteurs directs de changement qui affectent la nature et qui ont les plus forts impacts à l'échelle mondiale. Les facteurs responsables sont, par ordre décroissant : (1) les changements d'usage des terres et de la mer ; (2) l'exploitation directe de certains organismes ; (3) le changement climatique ; (4) la pollution et (5) les espèces exotiques envahissantes.

Le rapport souligne que, depuis 1980, les émissions de gaz à effet de serre ont été multipliées par deux, provoquant une augmentation des températures moyennes mondiales d'au moins 0,7 degré Celsius. Le changement climatique a déjà un impact sur la nature, depuis le niveau des écosystèmes jusqu'à celui de la diversité génétique - impact qui devrait augmenter au cours des décennies à venir et, dans certains cas, surpasser l'impact dû au changement d'usage des terres et de la mer et des autres facteurs de pression.

En dépit des progrès réalisés pour conserver la nature et mettre en œuvre des politiques en faveur de celle-ci, le rapport met aussi en évidence que les trajectoires actuelles ne permettent pas d'atteindre les objectifs mondiaux visant à conserver et exploiter durablement la nature. Les objectifs pour 2030 et au-delà ne pourront être atteints que par un changement transformateur dans les domaines de l'économie, de la société, de la politique et de la technologie. Avec seulement quatre des vingt objectifs d'Aichi pour la biodiversité présentant des progrès réels dans leurs déclinaisons, il est probable que la plupart d'entre eux ne seront pas atteints d'ici l'échéance de 2020. Les tendances négatives actuelles concernant la biodiversité et les écosystèmes vont freiner les progrès en vue d'atteindre les objectifs de développement durable dans 80% (35 sur 44) des cas où les cibles ont été évaluées ; en particulier ceux liées à la pauvreté, la faim, la santé, l'eau, les villes, le climat, les océans et les sols (ODD 1, 2, 3, 6, 11, 13, 14 et 15). La perte de biodiversité est donc non seulement un problème environnemental, mais aussi un enjeu lié au développement, à l'économie, la sécurité, la société et l'éthique.

« Pour mieux comprendre et, plus important encore, pour s'attaquer aux principales causes des dommages causés à la biodiversité et aux contributions apportées par la nature aux populations, nous devons comprendre l'histoire et les interconnexions mondiales qui existent entre les facteurs indirects complexes de changement démographiques et économiques, ainsi que les valeurs sociales qui les sous-tendent », a déclaré le professeur Brondízio. « Les principaux facteurs indirects comprennent l'augmentation de la population et de la consommation par habitant ; l'innovation technologique, dont les dommages causés à la nature ont diminué dans certains cas tandis qu'ils ont augmenté dans d'autres; et, de manière critique, les questions de gouvernance et de responsabilité. Une tendance qui émerge est celle dite de l'interconnectivité mondiale et du « telecoupling ». Dans ce cas, l'extraction des ressources et leur production ont lieu dans une partie du monde, mais servent souvent à satisfaire les besoins de consommateurs éloignés, qui vivent dans d'autres régions.»

D'autres résultats majeurs du rapport sont à prendre aussi en compte 1:

- Les trois quarts de l'environnement terrestre et environ 66 % du milieu marin ont été significativement modifiés par l'action humaine. En moyenne, ces tendances ont été moins graves ou évitées dans les zones qui appartiennent à ou sont gérées par des peuples autochtones et des communautés locales.
- Plus d'un tiers de la surface terrestre du monde et près de 75 % des ressources en eau douce sont maintenant destinées à l'agriculture ou à l'élevage.

¹ Vous trouverez de plus amples informations sur un large éventail de résultats dans la section « Informations complémentaires » du présent communiqué.

- La valeur de la production agricole a augmenté d'environ 300 % depuis 1970, la récolte de bois brut a augmenté de 45 % et environ 60 milliards de tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables sont maintenant extraites chaque année dans le monde - quantité qui a presque doublé depuis 1980.
- La dégradation des sols a réduit de 23 % la productivité de l'ensemble de la surface terrestre mondiale ; une partie de la production agricole annuelle mondiale, d'une valeur marchande pouvant atteindre 577 milliards de dollars US, est confrontée au risque de disparition des pollinisateurs et de 100 à 300 millions de personnes sont exposées à un risque accru d'inondations et d'ouragans en raison de la perte d'habitats côtiers et de leur protection.
- En 2015, 33 % des stocks de poissons marins ont été exploités à des niveaux non durable ; 60 % l'ont été au niveau maximum de pêche durable, et seulement 7 % à un niveau inférieur à celui estimé comme étant durable.
- Les zones urbaines ont plus que doublé depuis 1992.
- La pollution par les plastiques a été multipliée par dix depuis 1980 ; environ 300-400 millions de tonnes de métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets issus des sites industriels sont déversés chaque année dans les eaux du monde, et les engrais qui arrivent dans les écosystèmes côtiers ont produit plus de 400 « zones mortes » dans les océans, ce qui représente environ 245.000 km², soit une superficie totale plus grande que le Royaume-Uni.
- Les tendances négatives de la nature continueront jusqu'en 2050 et au-delà, dans tous les scénarios politiques explorés dans le rapport, sauf dans ceux qui proposent un changement transformateur – cela en raison de l'impact qu'aura l'augmentation du changement d'usage des terres, l'exploitation de certains organismes et le changement climatique, toutefois avec des différences significatives selon les régions.

Le rapport présente également un large éventail d'exemples d'actions en faveur du développement durable et les trajectoires pour les réaliser dans des secteurs tels que l'agriculture, la foresterie, les écosystèmes marins, les écosystèmes d'eau douce, les zones urbaines, l'énergie, les finances et bien d'autres. Le document souligne combien il est important, entre autres, d'adopter une gestion intégrée et des approches intersectorielles qui prennent en compte les compromis entre la production alimentaire et celle de l'énergie, les infrastructures, la gestion de l'eau douce et des zones côtières, ainsi que la conservation de la biodiversité.

En vue de créer une économie mondiale durable, l'évolution des systèmes financiers et économiques mondiaux a également été identifiée comme un élément clé des politiques futures plus durables. Elle s'éloigne du paradigme actuel trop limité de la croissance économique.

« L'IPBES présente aux décideurs une base scientifique fiable, les connaissances et les options stratégiques pour qu'ils les analysent », a déclaré la Docteure Anne Larigauderie, secrétaire exécutive de l'IPBES. « Nous remercions les centaines d'experts, issus du monde entier, qui ont donné de leur temps et partagé leurs connaissances pour aider à combattre la disparition des espèces, des écosystèmes et de la diversité génétique - une menace véritablement mondiale et générationnelle contre le bien-être humain. »

- FIN -

Notes à l'attention des journalistes :

Pour obtenir plus de renseignements et des interviews, veuillez contacter :

L'équipe médias de l'IPBES

media@ipbes.net

www.ipbes.net

Pour les interviews en français +33 6 25 20 02 81, en anglais: +1-416-878-8712 or +1-415-290-5516 or +49- 176-2538-2223 (Après le 7 Mai: +49-152-3830-0667)

L'IPBES a publié le résumé à l'intention des décideurs (RID) du rapport d'évaluation mondiale. Le RID résume les messages clés et les options politiques votées en session plénière de l'IPBES. Pour accéder au RID, aux photos, vidéos et autres ressources médias, veuillez vous rendre sur : bit.ly/IPBESReport Le rapport complet qui comprend six chapitres (et toutes les données) fera plus de 1500 pages et sera publié dans le courant de l'année.

Ressources supplémentaires :

Pour plus de commodité, un certain nombre de points importants soulevés dans le rapport, sont résumés dans la section « Informations complémentaires » qui suit ci-dessous :

- [Ampleur de la destruction de la nature](#)
- [Peuples autochtones, communautés locales et nature](#)
- [Objectifs mondiaux et scénarios politiques](#)
- [Instruments politiques, options et bonnes pratiques](#)
- [Quelques chiffres : statistiques clés et faits](#)

Commentaires des partenaires de l'IPBES sur l'importance du rapport :

- Joyce Msuya, directrice par intérim, ONU Environnement
- Audrey Azoulay, directrice générale, UNESCO
- José Graziano da Silva, directeur général, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Achim Steiner, administrateur, Programme des Nations unies pour le développement
- Cristiana Paşca Palmer, Secrétaire exécutive, Convention sur la diversité biologique

A propos de l'IPBES :

Souvent décrit comme le « GIEC pour la biodiversité », l'IPBES est un organisme intergouvernemental indépendant comprenant plus de 130 Etats membres. Mis en place par les gouvernements en 2012, il fournit aux décideurs des évaluations scientifiques objectives sur l'état des connaissances sur la biodiversité de la planète, les écosystèmes et les contributions qu'ils apportent aux populations, ainsi que les outils et les méthodes pour protéger et utiliser durablement ces atouts naturels vitaux. Pour plus d'informations sur l'IPBES et ses évaluations, veuillez vous rendre sur www.ipbes.net

Vidéo de présentation de l'IPBES : www.youtube.com/watch?v=oOiGio7YU-M

Vidéos supplémentaires :

- IPBES - Évaluation de la dégradation et restauration des sols (2018): www.youtube.com/watch?v=KcT7aai17Nk
- IPBES - Évaluations régionales de la biodiversité et des services écosystémiques (2018): www.youtube.com/watch?v=kR0HeepbWCc
- IPBES Évaluation des pollinisateurs, de la pollinisation et de la production alimentaire (2016) : www.youtube.com/watch?v=YwkYbeiwK5A
- IPBES Évaluation des scénarios et des modèles de la biodiversité (2016) : www.youtube.com/watch?v=wZfcDmtGa9I

Suivez l'IPBES sur nos médias sociaux :

[twitter.com/@ipbes](https://twitter.com/ipbes)

[linkedin.com/company/ipbes](https://www.linkedin.com/company/ipbes)
[youtube.com/ipbeschannel](https://www.youtube.com/ipbeschannel)
[facebook.com/ipbes](https://www.facebook.com/ipbes)
[instagram.com/ipbes](https://www.instagram.com/ipbes)

Informations complémentaires sur les sujets clés traités dans le rapport

Ampleur de la destruction de la nature

Les gains obtenus grâce aux réponses sociétales et politiques, bien qu'importants, ne permettent pas d'enrayer les pertes massives.

Depuis 1970, les tendances de la production agricole, de la pêche, de la production de bioénergie et de la récolte de matériaux ont augmenté en réponse à la croissance démographique, à la hausse de la demande et au développement technologique ; une augmentation qui s'est faite à un coût élevé, qui a été inégalement réparti à l'intérieur et entre les pays. Cependant, de nombreux autres indicateurs clés des contributions de la nature aux populations, tels que le carbone organique du sol et la diversité des pollinisateurs, ont diminué, ce qui indique que les gains en contributions matérielles ne sont souvent pas durables.

Le rythme d'expansion de l'agriculture dans des écosystèmes intacts a varié d'un pays à l'autre. Les pertes d'écosystèmes intacts se sont produites principalement dans les tropiques, qui ont les plus hauts niveaux de biodiversité de la planète. Par exemple, 100 millions d'hectares de forêts tropicales ont été perdus entre 1980 et 2000, en raison principalement de l'augmentation de l'élevage du bétail en Amérique latine (environ 42 millions d'hectares) et des plantations en Asie du Sud-Est (environ 7,5 millions d'hectares, dont 80 % destinés à l'huile de palme, utilisée surtout dans l'alimentation, les cosmétiques, les produits de nettoyage et les carburants) entre autres.

Depuis 1970, la population mondiale a plus que doublé (passant de 3,7 à 7,6 milliards), augmentant de manière inégale selon les pays et les régions. Par habitant, le produit intérieur brut est quatre fois plus élevé qu'alors, avec des consommateurs toujours plus éloignés transférant la pression exercée sur l'environnement par la production et la consommation dans toutes les régions.

Depuis 1900, l'abondance moyenne des espèces locales dans la plupart des grands habitats terrestres a, en général, diminué d'au moins 20 %.

Le nombre d'espèces exotiques envahissantes par pays a augmenté d'environ 70 % depuis 1970, dans les 21 pays qui ont présenté des données détaillées.

La répartition de près de la moitié (47 %) des mammifères terrestres non volants et de près d'un quart des oiseaux menacés peut déjà avoir été affectée par le changement climatique.

Les peuples autochtones, les communautés locales et la nature

Au moins un quart de la superficie terrestre mondiale est détenu traditionnellement, géré, exploité et occupé par les peuples autochtones. Ces zones comprennent environ 35% des aires protégées, et environ 35% de ces terres n'ont jusqu'ici subi que très peu d'intervention humaine.

La nature gérée par les peuples autochtones et les communautés locales subit une pression croissante, mais se dégrade en général moins rapidement que dans les autres territoires (153-154) - toutefois 72 % des indicateurs locaux développés et utilisés par les peuples autochtones et les communautés locales font état de la détérioration de la nature et des

contributions apportées par la nature aux populations qui sous-tendent les moyens de subsistances locaux.

Les régions du monde qui devraient subir des effets négatifs importants en matière de changement climatique, de perte biodiversité, des fonctions des écosystèmes et des contributions apportées par la nature aux populations sont également des zones dans lesquelles habitent de grandes concentrations de peuples autochtones et la plupart des communautés les plus pauvres du monde.

Des scénarios régionaux et mondiaux manquent actuellement et auraient beaucoup à gagner de la prise en compte explicite des points de vue, des perspectives et des droits des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que de leurs savoirs et compréhension de grandes régions et écosystèmes, ainsi que des moyens de développement futur qu'ils souhaitent. La reconnaissance des savoirs, des innovations et des pratiques, des institutions et des valeurs des peuples autochtones et des communautés locales et leur insertion et leur participation à la gouvernance environnementale améliorent souvent leur propre qualité de vie, ainsi que la conservation, la restauration et l'utilisation durable de la nature.

Leur contributions positives au développement durable peuvent être facilitées par la reconnaissance publique des droits fonciers, des droits d'accès et des droits aux ressources conformément à la législation nationale; de l'application du principe de consentement libre, préalable et éclairé ; et par l'amélioration de la collaboration, du partage des avantages et par des accords de cogestion avec les communautés locales.

Les objectifs mondiaux et les scénarios politiques

Les déclin rapides passés et actuels de la biodiversité, des fonctions des écosystèmes et de nombreuses contributions de la nature à la population signifient que la plupart des objectifs sociaux et environnementaux internationaux, tels que ceux énoncés dans les objectifs d'Aichi pour la biodiversité et le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ne seront pas atteints sur la base des trajectoires actuelles.

Les auteurs du rapport ont examiné six scénarios stratégiques – correspondant à plusieurs « paniers » très différents entre eux regroupant diverses options politiques et approches, dont la « concurrence régionale », le « maintien du statu quo » et la « durabilité globale » - et ont évalué les impacts probables de ces modèles sur la biodiversité et les contributions apportées par la nature aux populations d'ici à 2050. Ils en sont arrivés à la conclusion que, en dehors des scénarios comprenant un changement transformateur, les tendances négatives pour la nature, les fonctions des écosystèmes, et de nombreuses contributions de la nature aux populations continueront jusqu'en 2050 et au-delà en raison des effets anticipés de l'augmentation du changement d'usage des terres et de la mer, de l'exploitation de certains organismes et du changement climatique.

Outils politiques, options et pratiques exemplaires

Les actions politiques et les initiatives de la société contribuent à sensibiliser la population sur les répercussions de la consommation sur la nature, la protection des environnements locaux, la promotion des économies locales durables et la restauration des zones dégradées. Avec des initiatives menées à différents niveaux, elles ont contribué à élargir et renforcer le réseau actuel des aires protégées écologiquement représentatives et connectées, ainsi que d'autres mesures de conservation efficaces basées sur la protection de surfaces particulières, la protection des bassins hydrologiques, la prise de mesures incitatives et de sanctions visant à réduire la pollution.

Le rapport présente une liste indicative d'actions possibles, et de trajectoires pour les atteindre qui, dans différents lieux, systèmes et à différentes échelles, seront les plus aptes à soutenir le développement durable. En adoptant une approche intégrée :

Pour l'**agriculture**, le rapport met l'accent, notamment sur : la promotion de bonnes pratiques agricoles et agroécologiques, la planification paysagère multifonctionnelle (qui assure à la fois la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, le maintien des espèces et les fonctions écologiques) et la gestion intégrée intersectorielle. Il pointe aussi l'importance d'un engagement plus fort de tous les acteurs du système alimentaire (y compris les producteurs, le secteur public, la société civile et les consommateurs) et une gestion plus intégrée des paysages et des bassins versants; la conservation de la diversité génétique, des variétés, des cultivars, des races, notamment locales et des espèces; ainsi que des approches qui responsabilisent les consommateurs et les producteurs grâce à la transparence des marchés, à l'amélioration de la distribution et de la localisation (qui revitalisent les économies locales), la réforme des chaînes d'approvisionnement et à la réduction du gaspillage alimentaire.

Pour **les écosystèmes marins**, le rapport souligne, parmi d'autres : des approches écosystémiques de la gestion des pêches; l'aménagement du territoire; des quotas efficaces ; des zones marines protégées ; la protection et la gestion des zones clés de la biodiversité marine; la réduction la pollution par ruissellement dans les océans et une étroite collaboration avec les producteurs et les consommateurs.

Pour **les écosystèmes d'eau douce**, les options politiques et les actions comprennent, entre autres : une gouvernance de l'eau plus inclusive pour une gestion collaborative et une plus grande équité ; une meilleure intégration de la gestion des ressources en eau et la planification du paysage à différentes échelles ; la promotion de pratiques visant à réduire l'érosion des sols, la sédimentation et le ruissellement de la pollution ; l'augmentation du stockage de l'eau ; la promotion des investissements dans des projets hydriques ayant des critères de durabilité clairs ; ainsi que la réponse à la fragmentation de nombreuses politiques en matière d'eau douce.

Pour les **zones urbaines**, le rapport souligne, parmi d'autres, les points suivants : la promotion de solutions basées sur la nature ; l'amélioration de l'accès aux services urbains et à un environnement sain pour les communautés à faible revenu ; l'amélioration de l'accès aux espaces verts ; la production et la consommation durable et les connectivités écologiques dans les espaces urbains, en favorisant notamment les espèces locales.

Dans tous les exemples, le rapport reconnaît l'importance d'inclure différents systèmes de valeurs, intérêts et visions du monde dans la formulation des politiques et des actions. Cela inclut de veiller à ce que la participation des peuples autochtones et des communautés locales soit pleine et effective dans la gouvernance, la réforme et le développement des structures d'incitation et à ce que la prise en considération de la biodiversité soit prioritaire dans la planification de tous les secteurs clés.

« Nous avons déjà vu les premiers frémissements des actions et des initiatives pour le changement transformateur, comme par exemple les politiques innovantes menées par de nombreux pays, autorités locales et entreprises, mais surtout par les jeunes dans le monde entier », a déclaré Sir Robert Watson. « Depuis les jeunes leaders d'opinion mondiaux du mouvement #VoiceforthePlanet jusqu'aux grèves des étudiants pour le climat, il y a une vague de fond qui montre que les jeunes comprennent qu'une action urgente est nécessaire si nous voulons assurer un semblant d'avenir durable. Le rapport d'évaluation mondiale de l'IPBES offre les meilleures preuves disponibles venant d'experts pour aider à éclairer ces décisions, politiques et actions - et fournit la base scientifique pour le cadre de la biodiversité et les nouveaux objectifs décennaux pour la biodiversité qui seront décidés à la fin de 2020

en Chine, sous les auspices de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique ».

Quelques chiffres - Statistiques clés et faits provenant du rapport

Chiffres clés généraux

- 75 % du milieu terrestre est « sévèrement altéré » à ce jour par les activités humaines (milieu marin 66 %²)
- 47%: pourcentage de réduction des indicateurs de l'étendue et de l'état des écosystèmes mondiaux par rapport à leur état naturel estimé, nombre d'entre eux continuant de diminuer d'au moins 4% par décennie
- 28 % : pourcentage de la superficie mondiale des terres qui appartiennent ou sont gérées par les peuples autochtones, y compris plus de 40 % des zones officiellement protégées et 37 % de toutes les zones terrestres restantes ne subissant qu'une très faible intervention humaine
- +/- 60 milliards : tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables extraites dans le monde chaque année, en hausse de près de 100 % depuis 1980 (586-587)
- 15 % : augmentation de la consommation mondiale par habitant de matériaux depuis 1980
- 87%: pourcentage des zones humides présentes au 18^e siècle qui ont été perdues en 2000 - la perte de zones humides est actuellement trois fois plus rapide, en termes de pourcentage, que la perte de forêts.
-

Espèces, populations et variétés de plantes et d'animaux

- 8 millions : nombre total estimé d'espèces animales et végétales sur la Terre (y compris 5,5 millions d'espèces d'insectes)
- Des dizaines et même des centaines de fois plus élevé: le taux actuel d'extinction des espèces dans le monde est supérieur à la moyenne des 10 derniers millions d'années, et ce taux s'accroît
- Jusqu'à 1 million : nombre d'espèces menacées d'extinction, dont de nombreuses au cours des prochaines décennies
- > 500 000 (+/- 9 %) : pourcentage estimé des espèces terrestres mondiales (5,9 millions en total) ayant un habitat insuffisant pour leur survie à long terme, si leur habitat n'est pas restauré
- > 40 % : pourcentage des espèces d'amphibiens menacées d'extinction
- Près de 33 % des récifs coralliens, des requins et des espèces proches, et plus de 33 % des mammifères marins sont menacés d'extinction
- 25 % : pourcentage moyen des espèces menacées d'extinction chez les vertébrés terrestres, d'eau douce et marins, les invertébrés et les plantes qui ont été étudiés de manière détaillée
- Au moins 680 : espèces de vertébrés qui ont disparu à cause de l'action de l'homme depuis le 14^{ème} siècle
- +/- 10 % : estimation provisoire du pourcentage d'espèces d'insectes menacées d'extinction
- > 20 % : pourcentage de diminution de l'abondance moyenne des espèces autochtones dans la plupart des grands biomes terrestres, principalement depuis 1900
- +/- 560 (+/- 10 %): races des mammifères domestiques ayant disparu en 2016, et 1000 de plus sont menacées d'extinction
- 3,5 % : races domestiquées d'oiseaux ayant disparu en 2016
- 70 % : augmentation depuis 1970 du nombre d'espèces exotiques envahissantes dans les 21 pays ayant des dossiers détaillés
- 30 % : réduction de l'intégrité de l'habitat terrestre mondial, causée par la perte et la détérioration de l'habitat
- 47 % des mammifères terrestres non volants et 23 % des oiseaux menacés ont probablement vu leur répartition affectée par l'impact du changement climatique
- > 6 : espèces d'ongulés (mammifères à sabots) qui auraient probablement disparu ou survécu de nos jours uniquement en captivité si des mesures de conservation n'avaient pas été prises

Alimentation et agriculture

² NB: Erratum d'une version précédente qui avait indiqué par erreur 40%.

- 300 % : augmentation de la production des cultures vivrières depuis 1970
- 23 % : pourcentage des terres qui ont connu une réduction de leur productivité³ en raison de la dégradation des sols
- > 75 % des types de cultures vivrières mondiales dépendent de la pollinisation par les animaux
- 235 à 577 milliards de \$ US: c'est le montant annuel de la production agricole mondiale en péril en raison de la disparition des pollinisateurs
- 5.6 gigatonnes : quantité des émissions annuelles de CO2 retenues dans les écosystèmes marins et terrestres - ce qui équivaut à 60 % des émissions mondiales dues aux combustibles fossiles
- +/- 11 % de la population mondiale est sous-alimentée
- 100 millions d'hectares d'expansion agricole dans les régions tropicales de 1980 à 2000, principalement due à l'élevage du bétail en Amérique latine (+/- 42 millions d'hectares), et aux plantations en Asie du Sud-Est (+/- 7,5 millions d'hectares, dont 80 % de palmiers à huile). La moitié de cette expansion s'est faite au détriment de forêts tropicales intactes
- 3 % : pourcentage d'augmentation de la transformation des terres destinées à l'agriculture entre 1992 et 2015, principalement au détriment des forêts⁴
- > 33 % de la surface terrestre du monde (et +/- 75 % des ressources en eau douce) sont consacrées à la culture ou à l'élevage
- 12 % des terres émergées non couvertes par les glaces sont utilisées dans le monde pour la production agricole
- 25 % des terres émergées non couvertes par les glaces sont utilisées pour le pâturage (dont +/- 70 % des terres arides)
- +/- 25 % : émissions de gaz à effet de serre causées par le défrichement, la production agricole et la fertilisation ; la production de nourriture d'origine animale qui contribue à 75 % de ce chiffre
- +/- 30 % de la production agricole mondiale et de l'offre alimentaire mondiale sont fournies par de petites exploitations (< 2 hectares), qui utilisent +/- 25 % des terres agricoles, et conservent généralement une agro biodiversité riche
- 29 % des exploitations agricoles mettent en œuvre des pratiques de production agricole durable dans le monde entier (représentant 9 % de toutes les terres agricoles)
- 68 % des capitaux étrangers allant aux secteurs du soja et de viande bovine (principale transformation de l'Amazonie) transitent par des paradis fiscaux
- 100 milliards de dollars US : niveau estimé du soutien financier fourni par les pays de l'OCDE (2015) à un type d'agriculture potentiellement nocif pour l'environnement

Océans et pêche

- 33 % des stocks de poissons marins en 2015 étaient exploités à un niveau biologiquement non durable ; 60 % étaient exploités au maximum et 7% étaient sous-exploités
- > 55 % : zone océanique exploitée par la pêche industrielle
- 3 à 10 % : diminution prévue de la production primaire nette des océans due au changement climatique d'ici la fin du siècle
- 3 à 25 % : diminution prévue de la biomasse de poissons d'ici la fin du siècle dans les scénarios de réchauffement climatique bas et haut
- > 90 % : pourcentage des pêcheurs professionnels mondiaux relevant de la pêche à petite échelle (plus de 30 millions de personnes) - qui représente près de 50 % des prises mondiales de poissons
- Jusqu'à 33 % : pourcentage estimé en 2011 des prises de poissons dans le monde signalées comme étant illicites, non déclarées ou non réglementées
- 70 % : pourcentage des bateaux impliqués dans la pêche illicite, non déclarée et non réglementée soutenue par des fonds qui transitent par des paradis fiscaux
- > 10 % : diminution par décennie de l'étendue des herbiers marins de 1970 à 2000
- +/- 50 % : couverture des récifs coralliens qui a disparu depuis les années 1870
- 100 à 300 millions : habitants de zones côtières à risque accru en raison de la disparition de la protection des habitats côtiers
- 400 : écosystèmes côtiers à faible teneur en oxygène (hypoxiques), dits « zones mortes » causées par les engrais et occupant > 245.000 km²

³ NB: Erratum d'une version précédente qui avait indiqué par erreur « productivité agricole »

⁴ NB: Erratum d'une version précédente qui avait indiqué par erreur « la moitié au détriment des forêts tropicales intactes »

- 57 % : pourcentage des subventions pour le renforcement des capacités qui peuvent avoir un impact négatif sur la nature, sur un montant total de 35 milliards de dollars US consacrés à des mesures de soutien pour la pêche
- 29 % : réduction moyenne du risque d'extinction pour les mammifères et les oiseaux dans 109 pays grâce aux investissements pour la conservation réalisés de 1996 à 2008 ; le risque d'extinction des oiseaux, des mammifères et les amphibiens aurait été d'au moins 20 % sans cette action de conservation au cours des dernières décennies
- > 107 : espèces d'oiseaux, de mammifères et de reptiles très menacées qui ont bénéficié de l'éradication des espèces mammifères envahissantes dans les îles

Forêts

- 45 % : augmentation de la production de bois brut depuis 1970 (4 milliards de mètres cubes en 2017)
- +/- 13 millions : emplois dans l'industrie forestière
- 50 % : expansion agricole qui a eu lieu au détriment des forêts
- 50 % : diminution du taux net de perte de forêt depuis les années 1990 (excluant celles gérées pour fournir du bois ou pour extraction agricole)
- 68 % : superficie forestière mondiale actuelle par rapport à celle estimée à l'époque préindustrielle
- 7 % : réduction de la superficie des forêts intactes (> 500 km² sans pression humaine.) de 2000 à 2013 dans les pays développés et en voie de développement. La réduction est particulièrement rapide dans les régions tropicales
- > 75 % : réduction de l'étendue naturelle des forêts de mangrove
- 290 millions d'hectares (+/- 6 %) : couverture forestière autochtone qui a disparu de 1990 à 2015 en raison du déboisement et de la coupe de bois
- 110 millions d'hectares: augmentation de la superficie de forêts plantées de 1990 à 2015
- 10 à 15 % : approvisionnement mondial en bois fourni par l'exploitation forestière illégale (jusqu'à 50 % dans certaines régions)
- > 2 milliards : nombre de personnes qui utilisent le bois comme combustible pour répondre à leurs besoins en énergie primaire

Mines et énergie

- <1 % : superficie totale des terres utilisées pour l'exploitation minière, mais cette industrie a des effets négatifs importants sur la biodiversité, les émissions, la qualité de l'eau et la santé humaine
- +/-17 000 : sites miniers de grandes dimensions (dans 171 pays), principalement gérés par 616 sociétés internationales
- +/-6 500 : installations d'extraction de pétrole et de gaz en mer (dans 53 pays)
- 345 milliards de dollars US : subventions mondiales pour les combustibles fossiles entraînant des coûts globaux de 5 000 milliards de dollars US, y compris les effets externes de détérioration de la nature ; le charbon représente 52 % des subventions après impôts, le pétrole +/-33 % et le gaz naturel +/-10 %

Urbanisation, développement et questions socio-économiques

- >100 % : croissance des zones urbaines depuis 1992
- 25 millions de km : longueur des nouvelles routes goudronnées prévue d'ici 2050, dont 90 % dans les pays les moins avancés et les pays en voie de développement à revenu faible et intermédiaire
- +/-50 000 : nombre de grands barrages (>15 m de hauteur) ; +/-17 millions de réservoirs (>0,01 ha)
- 105 % : augmentation de la population humaine mondiale (de 3,7 à 7,6 milliards) depuis 1970
- 50 fois plus élevé : PIB par habitant dans les pays à revenu élevé par rapport aux pays à faible revenu
- >2 500 : conflits pour les combustibles fossiles, l'eau, la nourriture et la terre actuellement en cours dans le monde
- >1 000 : militants écologistes et journalistes tués entre 2002 et 2013

Santé

- 70 % : proportion de médicaments anticancéreux naturels ou synthétiques inspirés par la nature
- +/-4 milliards : personnes dépendant principalement des médecines naturelles
- 17 % : pourcentage de maladies infectieuses propagées par des vecteurs animaux, causant plus de 700 000 décès par an
- +/-821 millions : personnes confrontées à l'insécurité alimentaire en Asie et en Afrique
- 40 % : population mondiale n'ayant pas accès à de l'eau potable propre et salubre
- 80 % : eaux usées mondiales rejetées non traitées dans l'environnement
- 300 à 400 millions de tonnes : métaux lourds, solvants, boues toxiques et autres déchets provenant d'installations industrielles déversés annuellement dans les eaux du monde
- 2 fois : augmentation de l'exposition aux polluants atmosphériques subie par les citoyens des pays à faible revenu
- 10 fois : augmentation de la pollution plastique depuis 1980

Changement climatique

- 1 degré Celsius : différence moyenne des températures mondiales en 2017 par rapport aux niveaux préindustriels, en hausse de +/-0,2 (+/-0,1) degré Celsius par décennie
- >3 mm : élévation annuelle moyenne du niveau de la mer dans le monde au cours des deux dernières décennies
- 16-21 cm : élévation du niveau moyen des mers depuis 1900
- Augmentation de 100 % des émissions de gaz à effet de serre depuis 1980, ce qui a fait augmenter la température moyenne de la planète d'au moins 0,7 degré
- 40 % : augmentation de l'empreinte carbone du tourisme (4,5 Gt de dioxyde de carbone) de 2009 à 2013
- 8 % : émissions totales de gaz à effet de serre provenant des transports et de la consommation alimentaire liée au tourisme
- 5% : pourcentage estimé des espèces en voie d'extinction si les températures augmentent de 2 ° C et 16% si le réchauffement climatique atteint les 4,3 ° C
- Même avec un réchauffement de la planète de 1,5 à 2 degrés, la majorité des aires de répartition des espèces terrestres devrait se contracter de manière importante.

Objectifs mondiaux

- Le plus important : les objectifs d'Aichi en matière de biodiversité pour 2020 risquent de ne pas être atteints
- 25 % : pourcentage des objectifs en voie d'être atteints dans le cadre de six accords mondiaux relatifs à la nature et à la protection des biens communs environnementaux mondiaux (CMS, CITES, WHC, IPPC, UNCCD, Ramsar)
- 22 sur 44 : objectifs évalués au titre des objectifs de développement durable concernant la pauvreté, la faim, la santé, l'eau, les villes, le climat, l'océan et la terre compromis par des tendances négatives importantes pour la nature et ses contributions aux populations
- 72 % : pourcentage des indicateurs locaux de nature développés et utilisés par les peuples autochtones et les communautés locales montrant des tendances négatives
- 4 : nombre d'objectifs d'Aichi⁵ pour lesquels des progrès satisfaisants ont été réalisés sur certaines déclinaisons, avec des progrès modérés sur certaines déclinaisons pour 7 autres objectifs, de faibles progrès sur toutes les déclinaisons pour 6 objectifs et des informations insuffisantes pour évaluer les progrès sur certains ou tous les éléments des 3 autres objectifs
- 22 sur 34 : indicateurs relatifs à la mise en œuvre des réponses politiques et des actions visant à préserver et à utiliser la nature de manière plus durable lorsque des progrès significatifs ont été réalisés
- 9 des 13 indicateurs liés à la prise en compte des facteurs de perte de biodiversité pour lesquels des tendances à la détérioration significative sont apparentes
- 10 % : pourcentage des zones côtières/marines (et 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures) désormais conservées (Objectif Aichi 11)

⁵ Objectif 9 : identifier et prioriser les espèces exotiques envahissantes ; Objectif 11 : conservation de 10% des zones côtières et marines et 17% des zones terrestres et des eaux intérieures; Objectif 16 : entrée en vigueur du Protocole de Nagoya ; Objectif 17 : élaboration d'une stratégie et de plans d'action nationaux pour la diversité biologique.

- +/- 15 % : environnements terrestres et d'eau douce (et +/- 7 % du domaine marin) protégés, bien que de nombreux sites importants pour la biodiversité ne soient que partiellement couverts et que les sites ne soient pas encore pleinement représentatifs du point de vue écologique ou ne soient pas gérés de manière efficace ou équitable

Commentaires des partenaires de l'Ipbes

« La nature rend possible le développement humain, mais notre incessante sollicitation des ressources de la terre accélère les taux d'extinction et dévaste les écosystèmes de la planète. L'ONU Environnement est fière de soutenir le Rapport d'évaluation mondiale produit par la Plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques parce qu'il souligne le besoin crucial d'intégrer les considérations relatives à la biodiversité dans la prise de décision mondiale sur tout secteur ou défi, que ce soit l'eau ou l'agriculture, les infrastructures ou le commerce. »

- **Joyce Msuya**, Chef par intérim d'ONU Environnement

« Dans toutes les cultures, les humains apprécient intrinsèquement la nature. La magie de voir des lucioles clignoter longtemps dans la nuit est prodigieuse. Nous puisons notre énergie et nos nutriments dans la nature. Nous trouvons dans la nature des sources de nourriture, de médicaments, de moyens de subsistance et d'innovation. Notre bien-être dépend fondamentalement de la nature. Nos efforts de conservation de la biodiversité et des écosystèmes doivent s'appuyer sur les meilleures connaissances scientifiques que l'humanité puisse produire. C'est pourquoi les preuves scientifiques compilées dans cette évaluation globale de l'IPBES sont si importantes. Elle nous aidera à jeter des bases plus solides pour façonner le cadre mondial de la biodiversité après 2020 : le « New Deal for Nature and People » (Le nouveau contrat pour la Nature et l'Homme) et pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. »

- **Achim Steiner**, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement

« Ce rapport essentiel rappelle à chacun d'entre nous la vérité évidente : les générations présentes ont la responsabilité de léguer aux générations futures une planète qui ne soit pas irrémédiablement endommagée par les activités humaines. Nos savoirs locaux et autochtones et nos connaissances scientifiques prouvent que nous avons des solutions et donc plus d'excuses : nous devons vivre autrement sur terre. L'UNESCO s'est engagée à promouvoir le respect du vivant et de sa diversité, la solidarité écologique avec les autres espèces vivantes, et à établir des liens nouveaux, équitables et globaux de partenariat et de solidarité intragénérationnelle, pour la pérennité de l'humanité. »

- **Audrey Azoulay**, Directrice-Générale de l'UNESCO

« Le Rapport d'évaluation mondiale 2019 de l'IPBES sur la biodiversité et les services écosystémiques arrive à un moment critique pour la planète et tous ses peuples. Les conclusions du rapport, et les années de travail assidu des nombreux scientifiques qui y ont contribué, offriront une vue d'ensemble des conditions actuelles de la biodiversité mondiale. Une biodiversité saine est l'infrastructure essentielle qui soutient toutes les formes de vie sur terre, y compris la vie humaine. Elle fournit également des solutions fondées sur la nature à bon nombre des défis environnementaux, économiques et sociaux les plus critiques auxquels nous sommes confrontés en tant que société humaine, notamment les changements climatiques, le développement durable, la santé, la sécurité de l'eau et la sécurité alimentaire. Nous sommes actuellement en train de préparer la Conférence des Nations unies sur la biodiversité de 2020, qui se tiendra en Chine et qui marquera la fin des objectifs d'Aichi en matière de biodiversité. Elle tracera la voie d'un développement durable axé sur l'écologie après 2020 afin d'apporter de multiples avantages pour les populations, la planète et notre économie mondiale. Le rapport de l'IPBES servira de base fondamentale pour savoir où nous en sommes et où nous devons aller en tant que communauté mondiale afin de motiver l'humanité à réaliser la Vision 2050 de la Convention des Nations unies sur la biodiversité, « Vivre en harmonie avec la nature ». Je tiens à remercier et à féliciter la communauté de l'IPBES pour son travail acharné, ses immenses contributions et son partenariat continu. »

- **Cristiana Paşca Palmer**, Secrétaire exécutive de la Convention sur la diversité biologique

« L'évaluation globale de la biodiversité et des services écosystémiques ajoute un élément majeur à l'ensemble des preuves de l'importance de la biodiversité dans les efforts visant à atteindre l'objectif

“Faim zéro” et les objectifs du développement durable. Ensemble, les évaluations entreprises par l'IPBES, la FAO, la CDB et d'autres organisations soulignent le besoin urgent d'agir pour mieux conserver et utiliser durablement la biodiversité, et l'importance d'une collaboration intersectorielle et multidisciplinaire entre les décideurs et les autres parties prenantes à tous les niveaux.

- **José Graziano da Silva**, Directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture